



nations de taille moyenne, la Norvège penche naturellement vers le multilatéralisme. Pourtant, leur situation particulière, tenant en partie à des raisons géographiques, a amené les Norvégiens à rejeter par deux fois l'entrée dans l'UE. Du fait de la diminution du rôle de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) et de l'incertitude de son avenir, la Norvège est soucieuse de trouver de nouvelles tribunes où elle pourra faire entendre sa voix. Avec le Canada, elle a été le chef de file des efforts déployés pour obtenir l'interdiction des mines antipersonnel et elles s'est employée à développer des liens encore plus étroits avec notre pays, tant sur le plan bilatéral que multilatéral. Il est cependant probable que la Norvège continue à manifester un individualisme résolu dans certains aspects de sa politique étrangère, comme lorsqu'elle est intervenue avec succès au Moyen-Orient et a montré qu'elle était prête à défier le monde entier en relançant la pêche du petit rorqual.

L'Islande, le plus petit des huit membres du Conseil, agite également l'idée de renforcer ses relations avec l'UE. À bien des égards, c'est d'ailleurs le moins arctique des huit pays.

Le Danemark, qui administre l'Islande est, comme ses voisins septentrionaux, naturellement tourné vers le Nord pour des raisons historiques et géographiques, et s'est affirmé comme un des promoteurs les plus actifs du Conseil de l'Arctique. D'autres préoccupations plus immédiates inspirent cependant sa politique étrangère. Le Danemark veut non seulement que les politiques de l'UE aient un volet « nordique », mais il a concentré toute son attention sur le développement rapide et quelque peu anarchique de la région de la Baltique.

La politique étrangère de la Russie, encore ébranlée par la fin de son statut de superpuissance et par la désintégration de l'Union soviétique, est chaotique. Le Pacte de Varsovie s'est effondré. Les Russes voient en l'OTAN un organisme parfois menaçant, qui veut étendre ses tentacules dans

l'Est; quant à l'influence autrefois considérable de Moscou en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie centrale, elle n'est plus qu'un souvenir.

L'orientation que la Russie donnerait à une politique « circumpolaire » et son attachement à celle-ci, voire même à sa politique intérieure dans les immenses régions nordiques de son territoire, demeurent obscurs et pourraient changer d'un jour à l'autre.

Les États-Unis, qui manifestent le moins d'enthousiasme à l'égard du Conseil de l'Arctique, ne semblent pas avoir encore décidé si un tel groupement constitue un obstacle à la promotion de ses intérêts – qui demeurent essentiellement stratégiques et économiques – dans le monde circumpolaire, ou s'il offrira une tribune utile. Si, aux yeux de Washington, le Conseil ne devient qu'une arène multilatérale de plus dans laquelle tout le monde pourra venir se plaindre des États-Unis, il demeurera un élément mineur d'un programme de politique étrangère américaine très chargé.

Comme cela se produit au Canada, à moins que ces activités ne soient immédiatement utiles aux populations des huit membres du Conseil de l'Arctique, celui-ci risque d'être marginalisé, ou pis, totalement ignoré. Or, comme le Canada a besoin d'un consensus pour fonctionner, il suffira qu'une seule capitale s'en désintéresse pour compromettre son évolution.

Il se peut que plus ses objectifs seront modestes, moins le Conseil de l'Arctique risquera d'être paralysé.

Le Conseil de l'Arctique : une belle initiative canadienne

Mikhaïl Gorbatchev mérite un coup de chapeau pour avoir été le premier à évoquer l'idée d'une « zone de paix » dans l'Arctique mais c'est en fait à l'initiative de gouvernements canadiens successifs que l'on doit la volonté de créer et de soutenir le